

**ARRÊTÉ** portant attribution, d'une dotation complémentaire, dédiée au financement de la revalorisation salariale, pour le **service de placement éducatif à domicile SAFIR** géré par l'association **Sauvegarde 58 à Nevers**

N° D 23 - 1146

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

**VU** le Code Général des Collectivités territoriales ;

**VU** le Code la Santé Publique ;

**VU** le Code de la Sécurité sociale ;

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment le Livre III – Action Sociale et Médico-Sociale mise en œuvre par des Établissements et Services ;

**VU** la loi de financement de la sécurité sociale pour 2022;

**VU** l'accord collectif de la branche associative sanitaire, sociale et médico-sociale (BASS), du 02 mai 2022,

**VU** l'arrêté du 17 juin 2022, relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et secteur social et médico-social à but non lucratif ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 juillet 2022; portant extension d'un accord relatif à la mise en place du complément de rémunération aux personnels socio-éducatifs suite à la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social du 18 février 2022 ;

**VU** la délibération n°3 du 21 novembre 2022, du Conseil départemental de la Nièvre ;

**CONSIDÉRANT** les éléments financiers, relatif aux comptes administratifs 2022, transmis par la structure en date du 28 avril 2023 ;

**SUR RAPPORT** de Madame la Directrice de la Parentalité et de l'Enfance;

- A R R Ê T E -

**ARTICLE 1:** Une compensation financière dédiée au financement de la revalorisation salariale de certains personnels socio-éducatifs est attribuée, au **service de placement éducatif à domicile SAFIR**, dans les conditions suivantes :

	<b>SAFIR</b>
<b>Montant :</b>	<b>4 980 €</b>

**ARTICLE 2 :** Le **service de placement éducatif à domicile SAFIR** à Nevers s'engage à comptabiliser l'intégralité de cette somme, dans son compte administratif 2023.

**ARTICLE 3:** Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal Administratif de Dijon, sis 22 rue d'Assas, à DIJON (21000) dans le délai franc de deux mois à compter de sa publication.

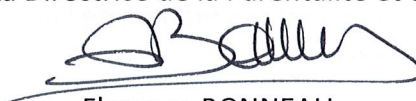
**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera notifié au gestionnaire de l'établissement concerné.

**ARTICLE 5 :** En application des dispositions du III de l'article 35, du décret du 28 octobre 2003, les éléments visés au présent arrêté, seront publiés au recueil des actes administratifs du Département de la Nièvre.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur général des services du département et Madame la Directrice de la Parentalité et de l'Enfance sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NEVERS, le 06 NOV 2023

Pr/ Le Président du Conseil départemental,  
La Directrice de la Parentalité et de l'Enfance



Florence BONNEAU

Publié le 07/11/2023

Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental de la Nièvre